

La constitution

On a fait valoir qu'il y avait une crise dans ce pays. La crise est dans l'esprit du premier ministre (M. Trudeau) et de ceux qui l'entourent qui conçoivent les difficultés dans ce pays comme une crise. Il n'y a pas de crise dans l'esprit des gens à l'extérieur. Depuis huit ans que je suis député—et je sais que de nombreux députés siègent ici depuis plus longtemps—aucun de mes électeurs ne m'a demandé quand la constitution du Canada serait modifiée ou ne me dictent qu'elle devrait l'être.

Une voix: Il faudrait voyager avec Gene.

M. Kempling: Il voit cela à l'étranger. Le député de Davenport (M. Caccia) a pris part au débat l'autre jour. Son discours était bon, mesuré, mais il a laissé l'impression que les quelque quatre millions d'immigrants au Canada depuis 1945 demandaient que la charte des droits soit insérée dans la constitution. Je ne puis croire que les gens qui sont venus ici d'Uganda, du Chili, de la Pologne, de Hongrie, des Indes, du Tibet, des Antilles, du Vietnam, de la Grande-Bretagne, de ne n'importe quel pays de l'Ouest ou du Moyen-Orient, demandent qu'une charte des droits soit insérée dans la constitution. Il n'en est pas du tout ainsi. Ils sont venus ici parce qu'on leur offrait une meilleure forme de gouvernement, un meilleur régime de vie et de sécurité qu'ils n'en avaient dans le pays qu'ils ont quitté.

Des voix: Bravo!

M. Kempling: Ils ont quitté des dictatures. Ils ont vu qu'ici, ils seraient libres. Je ne pense pas qu'aucun d'entre eux ne soit venu avec le désir ardent dans les tripes de changer la constitution du Canada. Cela aussi est une fraude.

● (0040)

Nous avons fait valoir nos opinions au sujet de la clôture et nos inquiétudes au sujet des travaux du comité. Nous avons entendu des députés d'en face demander que le débat soit renvoyé au comité. Des membres de notre parti ont exprimé leurs vues à ce sujet. Mais pourquoi hésitons-nous à renvoyer ce débat au comité sans que nous ayons vidé la question? La raison c'est que nous avons vu comment fonctionne le régime des comités de la Chambre depuis des années. Nous avons vu les experts de nos amis d'en face manipuler les comités de la Chambre des communes. Je vous demande, monsieur le Président, de participer aux travaux d'un comité de la Chambre et de les voir jouer le jeu de l'horloge. Vous savez comment cela se passe. Le ministre se présente à un comité, arrive quelques minutes en retard, ce qui gruge une dizaine de minutes. Le président décide alors de lire un rapport du comité permanent et cela prend encore dix ou quinze minutes. Ensuite, le ministre lit une déclaration liminaire qui prend encore dix ou quinze minutes. L'adjoint du ministre l'accompagne parfois et le ministre lui demande s'il veut faire une déclaration. Encore dix ou quinze minutes de plus. Ensuite, avec tous les rappels au règlement et les discussions creuses, la première chose qu'on sait, c'est qu'il s'est écoulé une heure sur une séance qui doit durer deux heures. Voilà ce que nous craignons. C'est pourquoi nous voulons savoir exactement comment fonctionnera le comité. C'est pourquoi nous demandons aussi que les délibérations du comité soient télévisées. Nous voulons que tout soit

diffusé pour les empêcher de jouer leur petit jeu, le petit jeu des comités.

Nous les avons vu faire au cours des années. Nous avons vu des comités de la Chambre tenir des séances sachant qu'un membre de notre parti voulait proposer un amendement. Avant que son tour de parler soit arrivé, les membres du gouvernement avaient quitté le comité, de sorte qu'il n'y avait plus de quorum. Nous avons vu se jouer ce jeu et c'est pourquoi nous tenons à ce que le comité reçoive toute l'attention qu'il mérite.

Les députés d'en face ont dit que la mesure à l'étude est comme un bill ordinaire, que nous avons la première lecture, la deuxième lecture, puis le renvoi au comité, après quoi elle nous revient pour le rapport de la troisième lecture, étape à laquelle le débat continue. Nous n'en croyons rien. Le leader du gouvernement ne nous a pas dit combien de temps durera le débat après la présentation du rapport à la Chambre. Il ne veut pas le dire.

M. Pinard: Il n'y a pas de limite.

M. Kempling: Il nous dit maintenant qu'il n'y aura pas de limite.

M. Clark: Mais il y aura de nouveau la clôture.

M. Kempling: C'est exact. Nous savons qu'il y aura de nouveau la clôture. Nous connaissons leur jeu. Nous savons à quoi nous attendre. Nous avons essayé de notre mieux de faire la lumière sur leur jeu afin que les citoyens du Canada sachent comment ils manipulent les affaires de la Chambre.

L'autre question dont je voudrais parler, c'est que bien peu de gens au Canada ont lu l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Y a-t-il même une seule personne au pays qui a lu toute la documentation de référence dont est saisie la Chambre. Il y a donc une population qui ne connaît pas la loi, qui ne connaît pas la documentation de référence, mais que l'on est en train de convaincre, par une publicité subliminale, dans bien des cas, d'inciter les députés à amender la constitution. Cela, c'est une fraude.

Ce que le chef de l'opposition (M. Clark) et mes collègues de ce côté-ci de la Chambre demandent, c'est que le comité soit autorisé à voyager au Canada pour entendre les opinions des Canadiens, ces Canadiens qui ne connaissent pas la loi et qui ne savent pas ce que contient la résolution présentement à l'étude. C'est ce que nous voulons. Nous avons proposé un amendement qui permettrait au comité de voyager afin que les Canadiens de toutes les parties du pays soient entendus. La question n'a pas encore été tranchée, mais je n'ai guère confiance que notre demande sera autorisée.

Nous sommes maintenant saisis d'une question, soit une motion visant à déférer la résolution proposée à un comité. Et nous connaissons les jeux qui se jouent au comité. La question qui est présentement discutée n'est pas généralement bien comprise par les citoyens du Canada. Je suis sûr que le comité ne sera pas autorisé à voyager pour aller recueillir les vœux des autochtones et pour aller dans d'autres parties du pays. C'est ce qui trouble les membres de notre parti.